

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1597. – Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**ACCORD DU 6 OCTOBRE 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2014
(CENTRE)**

NOR : ASET1451249M

IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La DR Centre FFIE,

D'une part, et

La SF FO Centre ;

L'UR CFDT Centre ;

La CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} novembre 2014.

Article 2

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal (35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois)	SALAIRE horaire minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 445,42	9,53
– position 2	170	1 477,27	9,74
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 519,73	10,02
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 628,94	10,74
– position 2	230	1 719,94	11,34
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 815,49	11,97
– position 2	270	1 908,01	12,58

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} novembre 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Fait à Orléans, le 6 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)